

Congrès AFSP Paris 2013

ST 20 : Vers une sociologie politique des sciences ?

Klervi Fustec, doctorante, UMR ART-Dev, klervi.fustec@gmail.com

La recherche en sciences dures en Palestine. Le cas de la gestion de l'eau et du changement climatique.

En 2010, la Cisjordanie et la Bande de Gaza sont le dixième pays recevant le plus d'aide publique au développement par habitant¹. En même temps, des idées, des représentations du monde, des savoirs scientifiques circulent. Les échanges ne sont pas simplement monétaires, la situation de dépendance économique alimente une dynamique d'influence idéologique. La circulation des savoirs passent par des acteurs. L'objectif de cette communication est d'étudier les trajectoires et les réseaux dans lesquels sont insérés les chercheurs palestiniens impliqués dans des activités de recherche en sciences dures et plus particulièrement dans le domaine de la gestion de l'eau et du changement climatique. La majorité des chercheurs palestiniens poursuivent leur formation doctorale à l'étranger. Cette expérience sera pour beaucoup la base de coopérations futures. De quelle manière ce passage à l'international influence leur parcours de recherche une fois de retour en Palestine². Dans quels types de réseaux sont-ils insérés ? Quels types de savoirs circulent et sont mobilisés ?

Il s'agit donc d'étudier comment la recherche en sciences dures se développe en Palestine c'est-à-dire dans un pays occupé et dans un contexte internationalisé. Le domaine de la recherche palestinienne est caractérisé par l'absence de pouvoirs publics et par l'absence de politique publique de recherche. Philippe Losego et Rigas Arvanitis³ parlent de pays hégémoniques et non-hégémoniques pour expliquer la place respective des États dans la recherche mondiale. Les pays non-hégémoniques sont ceux qui ne produisent pas les discours scientifiques hégémoniques, qui n'influencent pas l'agenda de la recherche, qui participent aux activités scientifiques à la marge, dans le sillon des pays hégémoniques. La notion de périphérie scientifique, développée par Wiebke Keim⁴ et reprise par Terry Shinn, Dominique Veillard et Roland Waast⁵, se caractérise par trois modalités : le sous-développement c'est-à-dire les handicaps matériels, la dépendance intellectuelle comme la non-maîtrise de l'agenda scientifique et la marginalité (décrite comme les perceptions qui relayent les chercheurs périphériques dans les positions subalternes). Dans quelle mesure ces concepts issus de la sociologie des sciences ou de la sociologie des connaissances sont-ils heuristiques pour analyser la situation palestinienne ? Comment fait-on de la recherche dans un contexte de dépendance financière, d'occupation, et de périphérie ?

Ce travail est une première réflexion sur le sujet. Il est basé sur une série d'entretiens réalisés dans le cadre de ma thèse, lors de deux séjours en Cisjordanie : le premier entre septembre 2011 et juin 2012 et le second en décembre 2012, auprès de chercheurs palestiniens universitaires ou

¹ Banque Mondiale : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ODAT.PC.ZS/countries/1W-PS?display=default>, consulté le 7/11/2012

² Nous utiliserons le terme Palestine pour désigner la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Le 29 novembre 2012, la Palestine est reconnue comme un État non membre des Nations Unies. Cela ne change pas la situation sur le terrain à savoir : la situation de blocus de la Bande de Gaza et l'occupation de la Cisjordanie par Israël.

³ Losego P., Arvanitis R., La science dans les pays non hégémoniques, *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2008/3, vol.2, n°3, p.351-359

⁴ Wiebke Keim, Pour un modèle centre-périphérie dans les sciences sociales. Aspects problématiques des relations internationales en sciences sociales, *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2010/3 - Vol 4, n° 3, pages 570 à 598

⁵ Shinn T., Veillard D. et Waast R., Introduction : La recherche au Nord et au Sud : coopérations et division du travail, *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* [En ligne], 9 | 2010, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 21 février 2013. URL : <http://cres.revues.org/342>, p.16

Congrès AFSP Paris 2013

travaillant dans des ONG et auprès d'acteurs internationaux de la coopération et du développement ainsi que sur l'analyse de la littérature grise sur le sujet. Il convient de préciser ici que nous retiendrons une définition non restrictive⁶ des chercheurs palestiniens qui permettra de décrire au plus près la situation palestinienne.

Cette communication présentera tout d'abord rapidement le cadre historique et institutionnel de la recherche en Palestine, puis elle s'attardera sur les chercheurs palestiniens et leurs liens avec leur pays de formation. Enfin, elle s'interrogera sur les effets de la dépendance et de l'internationalisation en termes de priorité des enjeux et de circulation des savoirs.

1-Rappel du cadre historique et institutionnel de la recherche en Palestine

Avant d'entrer dans le cœur du sujet, il s'agit ici de présenter un état des lieux rapide de la recherche en Palestine à travers le contexte historique et institutionnel, quelques chiffres (le budget consacré à la recherche, le personnel impliqué, ...), puis la place des sciences dures au sein de la recherche palestinienne.

Après 1948, lorsque la Cisjordanie est sous administration jordanienne et que la Bande de Gaza est sous administration égyptienne, il n'y a pas d'université palestinienne. Les étudiants palestiniens poursuivent leurs cursus soit au sein des universités jordaniennes soit au sein des universités égyptiennes. C'est sous l'occupation israélienne (à partir de 1967) que les premières universités palestiniennes vont être créées. Entre 1972 et 1980, une première vague d'universités palestiniennes voit le jour. Les universités peuvent avoir trois statuts en Palestine : publiques financées par l'Autorité Palestinienne (AP), statut public non gouvernemental (lié au fait que la majorité des universités ont été créées avant l'AP) ou privées. En parallèle, avant les accords d'Oslo⁷, de nombreuses ONG voient le jour et bénéficient de financements internationaux. La recherche en Palestine s'est donc tout d'abord développée en dehors de toute structure étatique. Ce n'est qu'après les accords d'Oslo que les pouvoirs publics vont pouvoir intervenir dans les secteurs universitaires et de la recherche.

Au sein de l'AP, c'est le ministère de l'éducation et de l'éducation supérieure qui est en charge des questions de recherche à travers la direction de la recherche scientifique. Il n'y a ni stratégie de développement de la recherche, ni budget spécial consacré à la recherche. De plus, comme observé dans d'autres secteurs⁸, la répartition des compétences entre les institutions n'est pas claire et ne favorise pas le développement d'une stratégie nationale. Ainsi, le rapport de PALAST explique : « *La question ici est : quelle institution est responsable de la définition des priorités nationales ? Le ministère de la planification est responsable des plans de développement globaux, le ministère de l'éducation supérieure est responsable et chargé de développer le secteur des universités, le ministère de l'agriculture est responsable du secteur agricole, le ministère de l'industrie est responsable du développement du secteur industriel, l'autorité de l'énergie est responsable du secteur de l'énergie et l'autorité de l'eau est responsable de la gestion de l'eau* »⁹.

⁶ Cela signifie que nous incluons les chercheurs travaillant au sein d'ONG.

⁷ En 1993, les accords d'Oslo signent la mise en place de l'Autorité palestinienne.

⁸ C'est par exemple le cas dans la prise en charge de la question climatique par les autorités gouvernementales : le ministère de l'environnement, le ministère de l'agriculture ou encore l'autorité palestinienne de l'eau sont en concurrence dans la prise en charge du problème public.

⁹ Traduction de l'auteure. The Palestine Academy for science and technology, *Scientific research in Palestine, The reality, challenges, and means of activation and development*, december 2002, p.19

Congrès AFSP Paris 2013

Des réflexions palestiniennes sur l'adoption d'une stratégie de recherche palestinienne se développent en lien avec des instances gouvernementales : l'ONG ARIJ¹⁰, en partenariat avec l'UNESCO et le ministère de l'éducation, a publié un rapport : *The palestinian R & D : status and potential for development* en 2009 ; l'académie palestinienne pour la science et la technologie (PALAST)¹¹ en coopération avec le consulat général britannique à Jérusalem a publié en 2002 un rapport intitulé *Scientific research in Palestine, The reality, challenges, and means of activation and development*. Par ailleurs, le bureau central palestinien des statistiques (PCBS) met à jour tous les ans une batterie d'indicateurs dans le domaine. L'AP n'est pas l'institution moteur dans le secteur, le rôle de la société civile et des acteurs du développement et de la coopération est important, ainsi que la part des fonds internationaux. L'ONG ARIJ, dans son rapport sur la recherche en Palestine note : «*Il manque un cadre gouvernemental politique global, des mécanismes et des structures pour les SETI [Sciences, ingénierie, technologies et innovations] dans les territoires palestiniens occupés. [...] Près d'un tiers des activités de recherche actuelles sont des recherches conjointes avec des institutions académiques internationales. Il s'agit probablement de FP7 [cadre Programme 7, Union européenne], IPSO [Organisation des sciences Israël-Palestine], DFG [se concentre sur les pays en développement, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et le développement], et le programme de coopération régionale MERC [Moyen-Orient, USAID]. Les collaborations locales se répartissent à peu près également entre les ONG et les institutions universitaires locales. Pratiquement aucune collaboration n'existe entre les institutions publiques et privées* »¹². Ainsi, un tiers des activités de recherche sont des programmes conjoints avec des institutions internationales et cite les principaux bailleurs de fonds : l'Union européenne, l'USAID et le ministre allemand de la coopération. Le rapport du PCBS de 2008 expose les sources de financement de la R & D en Cisjordanie : 40,3% sont des fonds étrangers, 32% de l'auto-financement, 13,8% provient d'ONG, 5,7% d'institutions gouvernementales et pour les 5,6% restant le PCBS ne connaît pas l'origine des fonds¹³.

Plus globalement, moins de 1% du PIB est consacré à la recherche en Palestine (0,09%). C'est le cas en Égypte également (0,23%). A titre de comparaison en Israël, c'est plus de 4,5%¹⁴ tandis qu'en France c'est 2,25% (en 2011)¹⁵. En Palestine, 250 personnes seulement travaillent en R & D pour un million d'habitants, tandis qu'il y en a 3500 aux États-Unis et 2500 en Europe. Dans le monde arabe c'est entre 200 et 220 personnes qui travaillent dans la recherche sur un million d'habitants¹⁶. La Palestine se situe donc dans les moyennes des pays du Moyen-Orient, loin des pays occidentaux et d'Israël où la place de la recherche dans le budget national est plus importante.

Enfin, on note une prédominance des sciences humaines et sociales par rapport aux sciences dures. L'économie palestinienne étant dépendante de l'aide internationale, les secteurs d'emplois dynamiques sont l'aide au développement, la coopération et l'humanitaire. Les diplômés en sciences humaines et sociales ont plus de chance de trouver du travail que leurs camarades en sciences dures. Le secteur industriel est très peu développé et les opportunités sont maigres pour les diplômés en science de l'ingénieur, en sciences naturelles ou en médecine. Par ailleurs, les moyens nécessaires

¹⁰ Applied Research Institute of Jerusalem, ONG créée en 1990 et travaillant sur le développement durable.

¹¹ La PALAST est une institution autonome, publique, sans but lucratif établie en 1997.

¹² Traduction de l'auteure, ARIJ, p.17

¹³ PCBS, *Announces preliminary results on research and development statistics in the West Bank*, 2008.

¹⁴ Qumsiyeh Mazin and Isaac Jad, *Research and development in the occupied Palestinian territories : challenges and opportunities*, *Arab studies quarterly*, june 2012, p.13

¹⁵ http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/dev_durable/recherche_developpement.htm

¹⁶ Qumsiyeh Mazin and Isaac Jad, p.4

Congrès AFSP Paris 2013

au développement de filières d'enseignement ou d'activités de recherche sont moins importants en sciences sociales qu'en sciences dures, ce qui ne favorise pas le développement de ces dernières. La situation est donc inversée par rapport à celle observée actuellement dans les « pays du nord » où les sciences dures occupent une place prédominante.

Ainsi, sur le total des étudiants¹⁷, seulement 18% sont inscrits en science et technologie, 45% en éducation, humanité et arts (alors que c'est 26% dans les pays développés)¹⁸. Les diplômés en sciences dures qui veulent poursuivre dans les domaines de l'enseignement et de la recherche ou dans les secteurs industriels ont des difficultés à trouver du travail en Palestine. On peut parler d'une véritable fuite des cerveaux palestiniens vers l'étranger. Les étudiants palestiniens sont nombreux à partir vers l'étranger dès le master ou pour réaliser leur doctorat.

2-Les chercheurs palestiniens : des acteurs multi-positionnés et marqués par une formation universitaire à l'étranger

La circulation des savoirs passe par les chercheurs palestiniens intégrés dans des réseaux de recherche internationaux. Ces réseaux se tissent tout d'abord lors de la formation au niveau master ou doctorat des chercheurs palestiniens à l'étranger. De retour en Palestine, les chercheurs palestiniens vont généralement travailler soit dans les universités soit dans les ONG. Les liens noués lors de leurs formations seront souvent les bases des coopérations internationales auxquelles ils participeront.

2.1-Un passage obligé par l'étranger : une formation universitaire internationalisée

V. Romani explique qu'un changement s'est produit suite à l'occupation israélienne des territoires palestiniens, à partir de 1967¹⁹. Avant 1967 les échanges avec les pays voisins et plus généralement avec les pays arabes étaient importants. La fermeture des frontières a favorisé la mise en place d'universités palestiniennes et a réduit les flux migratoires universitaires à une partie souvent très aisée de la population²⁰. Par ailleurs, les étudiants sont partis de plus en plus vers les États-Unis ou l'Europe. Aujourd'hui, on observe que les étudiants se tournent également vers d'autres pays en développement comme la Malaisie pour suivre des études en informatique par exemple.

Certains étudiants en sciences dures partent à l'étranger dès le master pour poursuivre leurs études, d'autres afin de réaliser leurs thèses²¹. A l'heure actuelle, il y a une seule école doctorale en Palestine, c'est l'école doctorale de chimie de l'Université Al Najah à Naplouse²². Depuis peu, la situation s'est débloquée et d'autres universités veulent ouvrir des écoles doctorales. Les universités

¹⁷ ARIJ, p.29 : le nombre total d'étudiant en 2007-2008 d'après le MOEHE est 169 550, p.19, ce qui ferait 40% des 18-24 ans qui sont étudiants.

¹⁸ ARIJ, p.18

¹⁹ Vincent Romani, Universités et universitaires palestiniens d'une intifâda à l'autre, Égypte/Monde arabe, Deuxième série, D'une intifâda à l'autre. *La Palestine au quotidien*. Mis en ligne le 08 juillet 2008, p.5

²⁰ Vincent Romani, 2008, p.6 : « Parallèlement, à cette territorialisation [établissement d'universités palestiniennes], l'université palestinienne est devenue une université de masse, et c'est l'émigration des étudiants qui est devenue élitiste. L'émigration doctorale demeure cependant une étape obligatoire pour intégrer l'élite professorale des universités des territoires occupés ».

²¹ De même en sciences sociales : Romani Vincent, « Sciences sociales entre nationalisme et mondialisation » Le cas des Territoires occupés palestiniens, *Sociétés contemporaines*, 2010/2 n° 78, p. 137-156.

²² Un programme doctoral en physique à l'université AL Najah de Naplouse a reçu l'accréditation de l'*Accreditation and quality assurance commission* mais n'est pas encore mis en place.

Congrès AFSP Paris 2013

doivent obtenir une accréditation de la part d'un organisme gouvernemental semi-indépendant : le *accreditation and quality assurance commission*, créée en 2002. A l'Université de Birzeit par exemple, un projet de création d'école doctorale en sciences sociales est lancé. Ainsi, à l'heure actuelle la grande majorité des chercheurs palestiniens ont obtenu leur doctorat à l'étranger²³.

Tous les étudiants palestiniens ne peuvent pas partir pour poursuivre leur formation à l'étranger. Il y a des systèmes de bourses pour les bons étudiants. L'obtention de ces bourses est souvent conditionnée à la maîtrise de la langue du pays d'accueil et peu circonscrite par les critères sociaux²⁴. L'occupation israélienne est également contraignante : les étudiants doivent avoir un dossier irréprochable pour obtenir le droit de partir. Il y a donc une sélection sociale et politique des futurs chercheurs palestiniens.

V. Romani explique la fuite de cerveaux palestiniens par le manque de formation doctorales et de débouchées²⁵. Une fois diplômés, s'ils veulent poursuivre une carrière dans le domaine de la recherche les étudiants palestiniens auront plus d'opportunités dans le pays d'accueil. Durant leur formation, les doctorants intègrent les codes et les « façons de faire » la recherche du pays où ils réalisent leur doctorat. Sur place en Palestine, les États-Unis et l'Union européenne sont en concurrence pour influencer le système éducatif et de la recherche palestinien. Pour ceux qui rentrent, ces séjours servent régulièrement de base aux futures collaborations scientifiques au sein de projets internationaux. Ces docteurs vont conserver les liens qu'ils ont tissé dans leur pays de formation.

2.2-De retour en Palestine, entre universités, ONG et AP : des acteurs multi-positionnés

Les chercheurs palestiniens sont des acteurs multi-positionnés. Ils vont à la fois parler le langage des bailleurs de fond et des chercheurs et ils vont naviguer entre plusieurs institutions palestiniennes : entre les universités, les ONG et l'AP. Ils vont être des « passeurs » entre différents « univers de sens »²⁶.

Les universités vont être les employeurs majoritaires des chercheurs palestiniens. Plus de 70% du personnel impliqué dans la recherche et le développement en Palestine sont dans des institutions d'éducation supérieure et un peu plus de 20% appartiennent à des organisations de la société civile²⁷. Des différences sont visibles entre les deux secteurs. Par exemple, les chercheurs universitaires sont plus nombreux à être titulaires d'un doctorat (environ 66%) que les chercheurs des ONG (environ 18%)²⁸. Les univers ne sont pas fermés. Les chercheurs universitaires passent de l'un à l'autre assez facilement. Le statut des universitaires ne leurs laisse que peu de marge de manœuvre à la fois financière et de temps pour poursuivre leurs recherches²⁹. Certains chercheurs

²³ Cette situation se retrouve dans de nombreux pays du sud où, même lorsqu'il y a des formations doctorales, un plus grand prestige reste associé à l'obtention du doctorat dans un pays occidental. Wiebke Keim, 2010 p.578

²⁴ Le consulat français de Jérusalem accorde environ 20 bourses par an, généralement réparties entre étudiants en master et doctorants. Les critères sont notamment : la maîtrise de la langue du pays d'accueil, l'excellence académique et un projet professionnel cohérent en Palestine.

²⁵ Romani V., p.490

²⁶ Jean-Pierre Olivier de Sardant, Emique, *L'Homme*, 1998, tome 38, n°147, p.151-166 (p.162)

²⁷ Qumsiyeh Mazin and Isaac Jad, p.3

²⁸ Qumsiyeh Mazin and Isaac Jad, p.3

²⁹ Vincent Romani, 2008, p.16 : « Les centres de recherche présents sur le campus ont un statut -clarifié depuis 1999- distinct des facultés, bénéficiant d'une grande indépendance au sein de l'université qui ne les finance pas et se contente de les héberger. Si des enseignants entendent intégrer un centre de recherche, c'est le plus souvent en abandonnant leurs charge d'enseignement trop lourde (20 heures hebdomadaires) et habituellement en quittant

Congrès AFSP Paris 2013

vont donc monter des ONG alors que des chercheurs au sein d'ONG vont pouvoir donner des cours à l'université³⁰. De même les chercheurs, qu'ils soient universitaires ou issus d'ONG, vont être sollicités pour réaliser des rapports, des études pour l'AP et ainsi être des experts pour les pouvoirs publics.

Certains chercheurs universitaires palestiniens considèrent qu'il y a une différence entre la recherche produite par les universitaires et les personnes travaillant au sein d'ONG. Pour les universitaires leur recherche serait plus fondamentale³¹. De la même manière, lorsque l'on demande aux acteurs des ONG de qualifier leurs activités, certains chercheurs marquent également leur différence en parlant de recherche appliquée. Le directeur d'une ONG explique qu'il fait plus de la recherche comme un think tank³². Malgré la porosité des milieux, cela confirme une certaine répartition des activités de recherche entre les universités et les ONG. Les universités seraient plus tournées vers les activités de recherche fondamentale alors que les ONG seraient plus orientées vers les activités de recherche appliquées. Malgré cela, les acteurs sont producteurs à la fois d'articles scientifiques et d'études ou de rapports plus appliqués. Ils évoluent entre différents univers, intellectuel et de l'expertise, et produisent différents types de savoirs.

La recherche recouvre plusieurs types d'activités scientifiques. Le PCBS a repris la définition de l'OCDE de la R & D. Selon l'OCDE : « *La R&D recouvre trois activités : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental* »³³. Le PCBS a ajouté une catégorie à la typologie élaborée par l'OCDE : « *studies and consultations* ». La part de cette catégorie n'est pas négligeable puisqu'elle représente en 2009 plus de 65% du total des activités de recherche et en 2010 plus de 55%³⁴. La recherche fondamentale recouvre des travaux de recherche d'intérêt scientifique pur, la recherche appliquée utilise les résultats de la recherche fondamentale, le développement expérimental vise à établir de nouveaux produits ou procédés ou à améliorer les existants. Nous pouvons supposer que la nouvelle typologie du PCBS est le résultat de plusieurs facteurs. Tout d'abord, l'économie palestinienne est une économie dépendante de l'aide internationale, beaucoup d'études et de consultations sont donc financées par les acteurs du développement et de la coopération. Le marché de l'expertise est plus développé et dynamique que le secteur de la recherche. Ensuite, les chercheurs palestiniens sont des acteurs multi-positionnés qui saisissent les opportunités de financement liées au marché de l'expertise.

On observe une adaptation des normes internationales³⁵ au contexte local. Si l'on déplace notre regard et que l'on tente d'abandonner une vision trop ethnocentrée de la recherche, on peut considérer que les activités d'expertise et de consultance menées par des chercheurs palestiniens

l'université pour créer ou rejoindre un centre de recherche ou de développement à Ramallah ».

³⁰ Entretien réalisé le 17/05/2012, Ramallah.

³¹ Exemple : Entretien réalisé le 10/12/2012 à Birzeit.

³² Exemple : Entretien réalisé le 17/05/2012, Ramallah.

³³ Traduction de l'auteur. Site Internet de l'OCDE : <http://www.oecd-ilibrary.org/sites/factbook-2011-en/08/01/01/index.html?contentType=&itemId=/content/chapter/factbook-2011-68-en&containerItemId=/content/serial/18147364&accessItemIds=&mimeType=text/h>

³⁴ Selon le PCBS en 2009 : studies and consultations represent 66,3% of research and development activities: 14,2% basic research, 13,6% applied research, 5,9% experimental research (47 entités ont répondu sur 71 identifiées) en 2010 : studies and consultations form 56 of research and development: 25,4% basic research, 12% applied research, 6,6% experimental research (67 entités ont répondu sur 84 identifiées)

³⁵ Ce type d'adaptation par les institutions palestiniennes dans les secteurs universitaires et de la recherche est également observé par S. Hanafi lorsqu'il s'agit de comptabiliser les publications des universitaires de l'université de Birzeit, cette dernière prend en compte à la fois les publications locales et internationales. Sari Hanafi, Les systèmes universitaires au Moyen-Orient arabe », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, 131, juin 2012, p.35

Congrès AFSP Paris 2013

participent de la structuration d'un champ de la recherche en Palestine.

2.3-Conservation du lien avec le pays de formation : les réseaux internationaux

Les chercheurs, une fois rentrés en Palestine, vont établir ou poursuivre des coopérations avec leur pays de formation. Ils vont rapidement être identifiés comme des interlocuteurs clé par les bailleurs de fond. Par exemple, l'institut des études environnementales et sur l'eau de l'université de Birzeit a été mis en place par un chercheur³⁶ ayant réalisé son doctorat aux Pays-Bas. Comme nous l'avons vu précédemment les instituts de recherche ne sont pas financés par les universités, ils sont seulement hébergés par celles-ci. Ce chercheur a pu mettre en place cet institut grâce à ses relations aux Pays-Bas, qui financent l'institut. Cette année lors de la réunion de discussion des priorités de l'institut, l'ambassadeur des Pays-Bas était présent. Les liens avec le pays de formation sont forts et permettent à ce chercheur de construire sa carrière scientifique de retour en Palestine. Par ailleurs, la France, par l'intermédiaire du consulat français de Jérusalem, propose des financements³⁷ pour monter des projets de recherche entre des chercheurs Français et Palestiniens. La majorité des projets se déroulent en français. Les chercheurs « Palestiniens francophones » ne sont pas nombreux et vont être rapidement identifiés comme les interlocuteurs des chercheurs Français.

En fonction de sa formation doctorale, de sa maîtrise d'une langue étrangère, un chercheur palestinien va être identifié par les bailleurs de fonds comme un interlocuteur. Son insertion dans des réseaux internationaux va lui permettre d'intervenir auprès de nombreux bailleurs de fond, il va devenir le spécialiste d'un sujet donné. Par exemple, un professeur à l'université de Birzeit³⁸ ayant fait sa thèse au Royaume-Uni va être l'interlocuteur de plusieurs bailleurs de fond. En lien avec deux chercheurs anglais, il va être en charge de la rédaction d'un rapport sur le changement climatique en Palestine pour les Nations Unies, il va également être invité par le centre culturel français de Ramallah pour présenter son travail sur le changement climatique, ainsi que par la fondation allemande Heinrich Boll pour animer une réunion sur les acteurs de l'environnement en Palestine, il va également être chargé de rédiger une étude sur les priorités du ministère de l'environnement, ... Il est donc identifié comme un expert de l'environnement, de l'eau et du changement climatique par des organisations internationales, par des ONG et par les institutions gouvernementales palestiniennes.

Le capital relationnel et linguistique ainsi que la capacité à parler le langage des bailleurs de fond vont être essentiels pour les chercheurs palestiniens³⁹. Une fois insérés dans des réseaux internationaux, ils vont pouvoir multiplier leurs activités. Quels sont alors les savoirs mobilisés et produits dans ces contextes ?

3-Savoirs hégémoniques et savoirs locaux : quelles priorités ?

W. Keim conceptualise le modèle centre-périphérie ainsi : « *nous distinguerons trois dimensions de la problématique centre-périphérie qui permettront d'identifier des sociologies « développées » ou « sous-développées » en fonction de leurs aspects matériels, infrastructurels et institutionnels ; des sociologies « dépendantes » et « autonomes » concernant leurs conditions* »

³⁶ Entretien réalisé le 10/12/2012 à Birzeit.

³⁷ Projets Al Magdisi dans le cadre du programme Hubert Curien.

³⁸ Entretien réalisé le 7/12/2011 à Birzeit.

³⁹ Il convient de noter que la localisation géographique au des chercheurs est également déterminante. Les chercheurs travaillant à Ramallah, puis dans les autres grandes villes vont être plus facilement identifiés comme des interlocuteurs. Les relations centre-périphérie se déclinent également à l'échelle d'un pays.

Congrès AFSP Paris 2013

d'existence ; enfin, des sociologies « marginales » et « centrales » selon leur position au sein de la communauté scientifique internationale »⁴⁰. A partir de ce modèle, nous pouvons considérer que la Palestine appartient à la périphérie et les fonds proviennent du centre. Plusieurs questions se posent : quels sont les sujets de recherche prioritaires dans ce contexte? Quels types de savoirs sont produits en Palestine ?

3.1-Quelle hiérarchisation des enjeux ?

La question de l'impact de l'économie de la dépendance en Palestine ne se pose pas que dans les domaines universitaires et de la recherche, elle est globale⁴¹. Dans le domaine de la recherche, il existe différentes sortes de financements étrangers. Tout les financements n'ont pas les mêmes mode de fonctionnement, les mêmes objectifs et mêmes attentes, par conséquent ils n'ont pas les mêmes effets. De façon schématique nous identifions deux grands types de financements : les financements de projets de recherche internationaux mobilisant des fonds et des personnels importants et les financements plus modestes visant plus à lancer des coopérations scientifiques. Les grands projets sont généralement ceux de l'UE⁴² ou des États-Unis⁴³. Ce sont de grands projets de recherche internationalisés. S. Hanafi explique : « La recherche en sciences naturelles est en train de connaître un processus d'internationalisation (Larédo et al., 2009), à travers de grands programmes de recherche européens et américains, qui mettent sur pied des équipes internationales et s'appuient souvent sur des chercheurs venant de pays non-hégémoniques »⁴⁴. Les projets de recherche de l'UE fonctionnent sur la base d'appels à projet avec souvent une condition de participation de pays du sud. Dans ces cas, les thèmes de recherche sont imposés par l'agenda de l'UE. Des dominantes thématiques successives peuvent être mises en évidence : le genre, le développement durable, le changement climatique, ... Les pays « hégémoniques » imposent un agenda de la recherche aux autres acteurs. T. Shinn, D. Vellard et R. Waast écrivent : « *Les grands programmes financés par le Nord sont maintenant 'ouverts' aux pays du Sud. Mais ils répondent évidemment à un agenda, soit pertinent pour les bailleurs ('sécurité dans l'alimentation', 'voiture propre', 'marges continentales'...), soit global ('changement climatique')* »⁴⁵. Les thématiques de recherche sont imposées par les bailleurs de fonds⁴⁶. Le changement climatique s'est imposé comme une thématique de recherche à la fois globale et répondant aux attentes des bailleurs de fonds. Ici la

⁴⁰ W. Keim, p.575

⁴¹ Michael Keating, Anne Le More and Robert Lowe (dir.), *Aid, diplomacy and facts on the ground. The case of Palestine*, Chatman House, 2005

⁴² L'UE est l'une des organisations qui guide les orientations dans le domaine de la recherche notamment de part l'importance des financements qu'elle délivre. A titre indicatif, dans son rapport (European Commission, European research area, European Research Framework Programme, Research on Climate Change, Prepared for the Thrid World Climate Conference (WCC-3) and the UNFCCC conference of parties (COP-15), EUR 23609) présenté lors de la Conférence des Parties (CoP) 15 à Copenhague, la Commission européenne dit avoir financé 134 projets lors des sixième et septième programme cadre ayant trait au changement climatique soit un total de 543 million d'euros. Le montant total réservé aux sixième et septième programme cadre est de 68 484 million d'euros (http://cordis.europa.eu/fp7/budget_en.html).

⁴³ Pour obtenir des fonds de l'USAID, les partenaires palestiniens doivent signer une « certification anti-terrorisme », assurant qu'ils n'aideront aucune entreprise terroriste. Beaucoup de Palestiniens refusent donc de bénéficier des fonds de l'USAID.

⁴⁴ S. Hanafi, p.24

⁴⁵ Shinn T., Vellard D., Waast R., p.21

⁴⁶ C'est la cas dans d'autres pays en développement comme en Afrique : Waast R. and V.V. Krishna, Market—What Options for Development? Science in Africa: From Institutionalisation to Scientific Free, *Science Technology Society* 2003; 8; 153, mais cela s'inscrit également dans un processus global de développement de la recherche sur projet : Louvel S., 2011, *Des patrons aux managers : les laboratoires de la recherche publique depuis les années 1970*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, Collection *Res Publica*.

Congrès AFSP Paris 2013

multi-positionalité des acteurs palestiniens est une ressource qui leur permet, grâce à leur maîtrise du langage des bailleurs de fonds, de répondre à leurs attentes et de participer à des projets internationaux. À l'autre extrémité, des projets plus modestes visent à développer des coopérations scientifiques. C'est par exemple le cas des projets de recherche Al Magdisi, financés par le consulat français dans la cadre des partenariats Hubert Curien. Chaque année, les priorités sont déterminées conjointement avec le ministère de l'éducation, la volonté de répondre à des attentes locales est donc affichée.

Face aux déséquilibres entre pays hégémoniques et pays non-hégémoniques, certains Palestiniens s'éloignent de ces modèles afin de poursuivre leur recherche de façon plus individuelle et autonome ou mènent leurs recherches en parallèle. Un professeur de l'université de Birzeit⁴⁷ explique qu'il travaille avec des étudiants de master sans beaucoup de moyens financiers, c'est ce qu'il nomme « *zero cost research* ». Les chercheurs Palestiniens créent donc un système de recherche double : le premier internationalisé et le second plus personnel et local.

La PALAST propose la création d'un fond de recherche palestinien : « le fond national pour la science » et la centralisation les fonds internationaux. Selon son directeur⁴⁸ cela conduirait à trois changements majeurs : la mise en réseau des chercheurs palestiniens, le développement des recherches sur les priorités scientifiques palestiniennes et des recherches qui lient plus le secteur privé et le monde de la recherche. Il y a donc bien une volonté palestinienne de mieux maîtriser ces fonds et de donner une dynamique nationale à la recherche palestinienne. Selon la PALAST⁴⁹, le développement de la recherche doit être un « outil » pour l'État palestinien afin de favoriser le développement économique et social. Or, selon C. Forero-Pineda et H. Jaramillo-Salazar⁵⁰, c'est justement ce manque de soutien interne qui est l'un des principaux obstacles à l'accès aux connaissances issues de la science mondiale et qui participe donc de la division du travail entre scientifiques palestiniens et scientifiques des pays hégémoniques.

3.2-Circulation des savoirs hégémoniques et production de savoirs locaux à visée globale

A travers l'exemple de la gestion de l'eau et du changement climatique nous allons étudier la circulation des savoirs hégémoniques mais également la manière dont les chercheurs palestiniens insérés dans des projets de recherche internationaux sont producteurs de savoirs locaux pour les systèmes globaux. T. Shinn, D. Vellard et R. Waast expliquent : « *Le terme de "globalisation" est polysémique. Appliqué à l'activité scientifique, il n'a de sens que si on l'emploie pour subsumer trois phénomènes : l'entrée sur la scène scientifique d'un nombre croissant de nations, réparties sur toute la terre ; l'apparition dans plusieurs domaines d'une science disposant de budgets considérables, attribués à de très grands projets ("big science") ; et le développement de certains champs de recherche qui nécessitent soit une foule de sites d'observations géographiquement répartis, soit la combinaison de multiples spécialités scientifiques* »⁵¹. Les recherches sur la gestion de l'eau ou le changement climatique répondent à ces caractéristiques de la globalisation.

Ainsi, par exemple, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est un concept développé au niveau mondial par des organisations comme le Forum Mondial de l'Eau et promu par

⁴⁷ Entretien réalisé le 10/12/2012 à Birzeit.

⁴⁸ Entretien réalisé le 1/11/2012 à Ramallah.

⁴⁹ The Palestine Academy for science and technology, p.11

⁵⁰ Forero-Pineda C. and Jaramillo-Salazar H., The access of researchers from developing countries to international science & technology, *International social science*, vol.54, issue 171, march 2002, p.151

⁵¹ Shinn T., Vellard D. et Waast R., p.10

Congrès AFSP Paris 2013

l'UE dans sa politique de coopération de développement⁵². C'est un concept forgé par les ingénieurs du monde occidental qui promeut une gestion quantifiée des ressources. Or, ce n'est pas un concept universel⁵³. Ce concept et ce modèle de gestion de l'eau est repris à tous les niveaux par les acteurs palestiniens : les chercheurs, les fonctionnaires de l'Autorité Palestinienne de l'Eau, les ONG, ... Pourtant, les territoires palestiniens, n'étaient pas vierges d'organisations de la gestion de l'eau avant la mise en place de la GIRE. Des modes de gestion de l'eau traditionnels existent, ils diffèrent de la GIRE notamment en ce qu'ils n'ont pas un mode de fonctionnement basé sur des échanges monétaires et quantifiés en mètres cube⁵⁴. Les projets de recherche, de coopération ou de développement internationaux diffusent une vision de la gestion de l'eau que l'on peut qualifier d'« eau moderne ». L'« eau moderne » est a-territoriale, homogène, a-historique et dissociée des relations sociales⁵⁵. De même, si l'on s'intéresse à la dimension scientifique de la GIRE, un chercheur palestinien⁵⁶ explique qu'il ne trouve pas pertinent de reprendre et d'appliquer ce concept en Palestine car il a été développé dans des régions humides. Selon lui, il faudrait donc a minima l'adapter pour des régions sèches. Les savoirs promus par les coopérations internationales ne sont pas universels, ils diffusent des savoirs qui sont des construits sociaux répondant à un contexte, à une histoire particulière.

Concernant le changement climatique, de nombreux chercheurs considèrent que ce n'est pas une priorité locale. Par ailleurs, les thématiques du changement climatique étaient déjà abordées à travers des études sur la sécheresse ou la désertification. Les projets de recherche sur le changement climatique dans lesquels s'insèrent les chercheurs palestiniens sont généralement de grands projets de recherche (UE, Ministère allemand de l'éducation et de la recherche), il s'agit de produire des données locales et localisées pour des systèmes globaux. Dans ce cadre, la recherche nécessite un matériel coûteux, la mise en place de stations d'observations partout dans le monde ainsi que la combinaison de plusieurs disciplines. Les recherches dans le domaine du changement climatique nécessitent des ressources financières importantes (logiciels, ordinateurs, ...) ce qui ne permet pas l'autonomisation financière des pays en développement. La recherche est réalisée au sein de projets internationaux où « *L'organisation est millimétrée, et la hiérarchie est forte entre responsable du projet, responsables de l'une des composantes, et simples associés en charge de tâches précises* »⁵⁷. Par exemple, lorsqu'il s'agit de projet de modélisation climatique, les scientifiques palestiniens n'ont pas le matériel nécessaire, le travail de modélisation n'est donc pas réalisé en Palestine dans les laboratoires de recherche palestiniens. Un chercheur⁵⁸ impliqué dans un projet financé par le gouvernement allemand explique : « *Ma préoccupation était la partie sur la modélisation du changement climatique. Et parce que nous n'avons pas la capacité de calcul en termes de matériel informatique, de logiciels, nous avons été accueillis par le PIK [Potsdam Institut de recherche sur l'impact climatique]. Nous avons travaillé très étroitement à eux, avec un professeur de l'Institut et d'autres collègues. [...] Nous n'avons pas la capacité parce que nous n'avons pas l'outil de calcul* ». L'endroit où sont effectivement réalisées les activités scientifiques est l'Allemagne, les chercheurs palestiniens doivent se déplacer s'ils veulent réaliser le travail. La situation n'est pas spécifique à la

⁵² Fustec K, Les territoires occupés palestiniens : le rôle de l'Union européenne dans la construction politique et territoriale des enjeux de l'eau, *Méditerranée*, 119, 2012

⁵³ Jamie Linton, (2010) *What is Water? The History of a Modern Abstraction*. Vancouver: University of British Columbia (UBC) Press. 333 p. p.225

⁵⁴ Trottier Julie, *Hydropolitics in the West Bank and the Gaza Strip*, Jerusalem, PASSIA, 1999, 249 p.

⁵⁵ Jamie Linton, (2010) *What is Water? The History of a Modern Abstraction*. Vancouver: University of British Columbia (UBC) Press. 333 p

⁵⁶ Entretien réalisé le 20/05/2012 à Naplouse.

⁵⁷ Shinn T., Veillard D. et Waast R., p11

⁵⁸ Entretien réalisé le 1/11/2011 à Ramallah. Traduction de l'auteure.

Congrès AFSP Paris 2013

Palestine c'est-à-dire que les centres d'analyse de données climatiques sont peu nombreux à l'échelle du monde⁵⁹. Néanmoins, les chercheurs palestiniens sont producteurs de données locales à destination d'un modèle global. De façon plus générale, la question du matériel pour les laboratoires de recherche en sciences dures se pose à cause de l'occupation qui rend difficile l'acheminement de tout matériel puis la mise à jour de celui-ci.

Des chercheurs orientent leurs recherches à partir de la thématique du changement climatique afin de poursuivre leur recherche. Ils vont souvent travailler sur l'impact du changement climatique sur tel ou tel secteur : les ressources en eau, l'agriculture, ... Ils tentent de tirer partie de leur participation à des projets de recherche internationaux. Ainsi un chercheur⁶⁰ explique : « *Je ne me concentre pas vraiment sur le changement climatique. En ce moment, je fais quelque chose liée aux événements climatiques extrêmes, c'est statistique, c'est ce que nous pouvons faire réellement, nous n'avons pas besoin de beaucoup d'outil de calcul. C'est une nouvelle recherche que je fais. Nous avons des données de base, celles que nous avons utilisé pendant les deux phases du projet. J'essaie d'utiliser cela pour tenter d'évaluer la tendance des événements climatiques extrêmes comme les canicules* ». Il utilise les résultats du projet au sein duquel il a travaillé pour développer sa propre recherche sur le changement climatique. Il souligne le fait que cette recherche basée sur les statistiques ne nécessite pas de matériel informatique spécifique. Les conditions matérielles dans lesquelles se développe la recherche influencent les méthodologies qui vont être utilisées et les recherches qui vont être conduites. Les chercheurs développent donc un double système de recherche comme nous l'avons vu précédemment.

Certains chercheurs⁶¹ notent les apports de la coopération internationale: matériels, circulation de connaissances, de technologies... Cependant, dans les deux cas présentés, les chercheurs palestiniens sont des spécialistes du territoire palestinien, de son histoire, de son système juridique. Ils parlent la langue du pays⁶² (ce qui n'est pas toujours le cas des chercheurs ou experts internationaux en mission sur place). Et surtout ils connaissent les difficultés liées à l'occupation et savent ce qu'il est possible de faire et ce qui est difficilement réalisable (check point, déplacements, gestion du temps, ...). Ils connaissent la géographie locale, la culture locale, la politique locale, ... ils deviennent, aux yeux des bailleurs de fond, des spécialistes des terroirs palestiniens⁶³.

Conclusion

La recherche palestinienne se déroule dans un contexte internationalisé de par des facteurs extra-scientifiques (l'économie de la dépendance) et des facteurs intra-scientifiques (le mode de

⁵⁹ Plus globalement, la centralité des pays occidentaux est décrit par Wiebke Keim, 2010, p.585 : « Des recherches empiriques sur les inégalités Sud-Nord dans les collaborations scientifiques – sans distinction de disciplines – montrent que, dans 90 % des cas, le « quartier général » des projets se situe dans une institution du Nord »,

⁶⁰ Entretien réalisé le 1/11/2012 à Ramallah. Traduction de l'auteure.

⁶¹ Exemple : Entretien réalisé le 10/12/2012 à Birzeit.

⁶² Les publications en anglais permettent l'insertion internationale ou la production de savoirs locaux pour programmes internationaux et les publication en arabes pour ce qui concerne les enjeux locaux. Hanafi explique « [...] de façon générale, le clivage linguistique correspond à une division du travail inégal où la production en arabe est essentiellement locale, peu abstraite, et de peu de pertinence à l'égard des débats internationaux ». S. Hanafi, p.5 De même un chercheur palestinien interrogé déplore le fait qu'aucune publication scientifique sur le changement climatique de qualité ne soit publiée en arabe.

⁶³ Le terroir est défini comme « l'association locale entre les spécificités naturelles du milieu et les spécificités culturelles d'une population ». Stéphane Cartier, « Terroirs en nuances », *Strates* [En ligne], 11 | 2004, mis en ligne le 14 janvier 2005, Consulté le 03 juin 2013. URL : <http://strates.revues.org/396>. Ajoutons ici les spécificités politiques d'un contexte donné.

Congrès AFSP Paris 2013

fonctionnement actuel de la recherche en sciences dures). Du fait de l'absence de programmes doctoraux en Palestine, les étudiants palestiniens sont obligés de poursuivre leurs formations à l'étranger. La sélection des futurs docteurs palestiniens est à la fois politique et sociale. Les chercheurs palestiniens sont fortement ancrés dans un contexte international en lien avec leur pays d'accueil. La maîtrise d'une langue étrangère, du langage des bailleurs de fonds et la constitution d'un réseau international constituent les compétences nécessaires des chercheurs palestiniens.

Les chercheurs palestiniens sont des acteurs multi-positionnés qui naviguent entre différents univers de sens : universités, ONG, AP. Ils produisent des savoirs dans un contexte marqué par l'occupation israélienne génératrice d'une insécurité multi-facette (absence de pérennité dans les financements, de synergies palestiniennes, de dynamique régionale et de vision stratégique à long terme). Dans ce contexte et en l'absence d'une politique publique de la recherche, les chercheurs Palestiniens insérés dans des réseaux internationaux produisent des savoirs locaux à visée globale. Cependant, si l'on étend la définition de la recherche et que l'on déplace notre regard, on constate que, du fait notamment de leur multi-positionalité, les chercheurs palestiniens participent de la constitution d'un champ de recherche. De plus, ils mettent en place un système dual de recherche dans lequel ils répondent aux attentes des coopérations internationales et ils poursuivent des activités de recherche plus personnelles. Nous rejoignons la conclusion de V. Romani qui « *s'est attaché à montrer que les sciences sociales sont possibles et pensables dans un espace sans État, ni démocratie ni paix* »⁶⁴. Cependant, nous serons plus nuancé sur la légitimité tirée de l'international, cela est peut-être dû à la différence des champs d'étude -sciences sociales et sciences dures- et du moment auquel l'enquête a été réalisée. Nous considérons que la globalisation de la recherche constitue, de manière certes différente de l'espace national, un cadre de contrainte à partir duquel les chercheurs Palestiniens peuvent retirer une certaine légitimité et développer des espaces d'autonomie.

⁶⁴ Romani Vincent, 2008, p. 487-504 : « Au moyen de plusieurs décalages théoriques et méthodologiques, cet article s'est attaché à montrer que les sciences sociales sont possibles et pensables dans un espace sans État, ni démocratie ni paix. Une sociologie historique et politique des sciences dans de tels espaces est possible, au prix d'un abandon de grilles d'analyses trop larges, institutionnelles ou ethnocentrées qui érigent l'État, l'institution disciplinaire, le régime politique démocratique comme des pré-conditions. L'espace palestinien des sciences sociales se révèle plutôt comme un espace contraint sur le plan interne, mais puisant son dynamisme et sa légitimité scientifique directement à l'international. Plus précisément, c'est en raison de ce contexte coercitif que les acteurs palestiniens puisent leurs ressources à l'étranger pour bâtir leurs disciplines. Ce cas constitue un bon exemple de la globalisation actuelle des savoirs et des pouvoirs, court-circuitant un centre politique évanescant. »